

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/La-vals-des-millions-de-la-contre-revolution-a-Cuba>

La valse des millions de la contre-révolution à Cuba

- Les Cousins - Cuba -

Date de mise en ligne : lundi 18 décembre 2006

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Leer en español

Le 15 novembre dernier, le Bureau de Comptabilité Générale (GAO), organisme du Congrès des Etats-Unis dont la mission est d'enquêter sur la façon dont le gouvernement fédéral et ses agences administrent le budget fédéral et d'évaluer le degré d'efficacité avec laquelle ils exercent leurs fonctions et appliquent leurs programmes, a publié un long rapport de 63 pages intitulé : « L'aide à la démocratie à Cuba a besoin d'être mieux administrée et mieux contrôlée ».

Après avoir consciencieusement passé en revue les énormes ressources financières que le gouvernement des Etats-Unis consacre à la promotion de la subversion dans notre pays et à la création et l'entretien des minuscules groupuscules discrédités de mercenaires à Cuba, ledit document arrive inévitablement à la conclusion que les fonds destinés à ces fins ont été dilapidés.

Le rapport avait été demandé par deux congressistes, le républicain de l'Arizona, Jeff Flake et le démocrate du Massachusetts, William Delahunt, membres du Comité des Relations internationales de la Chambre des représentants qui ont mené des initiatives destinées à atténuer le blocus contre Cuba et à promouvoir des changements dans la politique anti-cubaine de l'administration Bush.

Le rapport prêterait à rire si les faits révélés n'étaient pas aussi graves : comment et dans quoi ont été dépensés 73,5 millions de dollars entre 1996 et 2005 pour essayer de subvertir l'ordre interne dans notre pays.

D'importants médias nord-américains se sont aussitôt fait l'écho des irrégularités, du gaspillage et de la corruption auxquels a donné lieu l'utilisation des presque 74 millions de dollars que le gouvernement des Etats-Unis, par cette voie seulement, mais ce n'est pas la seule qu'il utilise pour financer ses groupes de mercenaires à Cuba, a soutiré des poches des contribuables américains pour financer sa politique criminelle et infructueuse contre Cuba et entretenir l'industrie de la contre-révolution anti-cubaine à travers les programmes destinés à promouvoir ladite « démocratie » dans notre pays qui sont dirigés par des institutions comme l'Agence pour le développement international des Etats-Unis (USAID) et le Département d'État.

Selon les propres médias nord-américains, plus de la moitié des fonds ne sont jamais parvenus à Cuba, ils sont restés à Miami. De même, une partie de l'argent a été utilisée pour acheter des articles tels que des jeux vidéos, du crabe en conserve, des bicyclettes, des vestes, des chocolats de luxe et des lecteurs de DVD, des faits qui reflètent, dans toute son ampleur, le négoce officiel américain de la contre-révolution à Cuba et les énormes dividendes que celui-ci rapporte à l'industrie anti-cubaine établie à Miami.

Le rapport révèle aussi qu'une partie des fonds est gaspillée en moyens que la Section des Intérêts des Etats-Unis à La Havane tente de distribuer à Cuba. Celle-ci aurait distribué, entre 1996 et 2006, près de 200 000 kilos de médicaments, d'aliments et de vêtements, 23 000 postes de radios à ondes courtes, ainsi que des millions de livres, de brochures et autres matériels « d'information », selon des données publiées dans le propre document du GAO. A cela s'ajoute la réalisation de « cours de journalisme » par correspondance suivis par plus de 200 mercenaires, la publication d'environ 23 000 rapports de supposés « journalistes indépendants » sur la situation à Cuba et le financement de la visite dans notre pays de plus de 200 « experts internationaux » afin d'entraîner la contre-révolution interne.

Cela confirme le bien-fondé des accusations réitérées de notre gouvernement à l'encontre de la Section des Intérêts des Etats-Unis à La Havane qui fait office de quartier général de la contre-révolution, et démontre de façon irréfutable comment celle-ci viole de façon flagrante la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961

en introduisant à Cuba - en abusant de ses privilèges diplomatiques - des articles et des matériaux qui ne sont pas destinés à sa mission officielle mais aux mercenaires qui travaillent au service du gouvernement des États-Unis.

Le rapport du GAO fournit des preuves irréfutables soutenant les accusations systématiques du gouvernement cubain selon lesquelles la prétendue dissidence n'est rien d'autre qu'un groupe financé et dirigé par le gouvernement américain, de véritables mercenaires et salariés au service de l'ennemi historique du peuple cubain : l'impérialisme yankee, qui ne cache pas aujourd'hui sa féroce intention de s'emparer à nouveau de Cuba et qui, pour y parvenir, ne lésine pas sur les moyens en dépit du fait qu'il n'atteindra jamais son objectif final qui est de renverser la Révolution.

Il est curieux de constater le mépris qu'ils ressentent envers le peuple américain qu'ils tentent de manipuler constamment afin de lui faire croire en une politique immorale et vouée à l'échec qui a pour objectif de briser la volonté d'indépendance et de souveraineté de notre peuple et dont, en outre, le financement lui est imposé.

Par le biais de ses programmes subversifs dirigés à l'encontre de Cuba, l'administration Bush finance de manière illimitée les voyages destinés à encourager les traîtres à la Patrie tandis qu'elle nie le droit des américains à voyager à Cuba et à entretenir des relations avec notre pays, et réduit cruellement - à une fois tous les trois ans - le nombre de visites des Cubains résidant aux États-Unis à ceux qu'elle a défini de façon arbitraire comme étant leurs parents à Cuba.

Pour sa part, l'Administration Bush impose d'importantes restrictions à l'envoi d'argent et de paquets des Cubains résidant aux États-Unis à leurs parents à Cuba alors qu'elle met à la disposition des mercenaires, qui vivent du négoce de la contre-révolution, d'énormes moyens de tous types.

L'Administration Bush impose également des restrictions toujours plus grandes à Cuba lorsque celle-ci souhaite acheter aux États-Unis des médicaments vitaux pour ses enfants, ses personnes âgées et d'autres catégories vulnérables, et établit sans cesse des obstacles à l'achat d'aliments destinés à la consommation de toute sa population sur son marché tandis que, cyniquement, elle envoie tous types de médicaments, et même des vêtements et des chocolats de luxe, aux contre-révolutionnaires qui servent les intérêts de l'empire.

L'Administration Bush impose au peuple cubain le blocus le plus long et le plus cruel de l'histoire de l'humanité tandis qu'elle alimente et entretient avec soin ses parasites salariés, aussi corrompus et immoraux que l'impérialisme qui les soutient.

Voilà la véritable politique « humanitaire » et des « droits de l'homme » que la mafia de Miami et les congressistes anti-cubains de la Floride souhaitent pour notre peuple. Une politique qui leur permet de profiter d'une permanente « valse des millions » au détriment du peuple américain et du peuple cubain.

Sans aucun doute, le gouvernement des États-Unis, en mettant en oeuvre la politique criminelle et génocide prévue par le Plan Bush, prétend perfectionner et poursuivre le financement de la subversion interne dans notre pays, financement auquel il a décidé de consacrer 80 millions de dollars supplémentaires au cours des deux prochaines années et non moins de 20 millions de dollars chaque année suivante jusqu'à ce que son objectif de renverser notre Révolution se réalise.

Il ne devrait cependant pas se faire d'illusions. Le gouvernement et le peuple de Cuba se chargeront, comme cela s'est produit jusqu'ici, de mettre en échec les plans et tous les noirs desseins ourdis par Washington afin de fomenter la subversion et la contre-révolution interne dans notre pays.

Le gouvernement et le peuple de Cuba dénoncent, une fois de plus, le caractère provocateur, offensant et inacceptable de l'aide permanente que le gouvernement des États-Unis, à des fins politiques criminelles, tente de fournir à ses rejetons contre-révolutionnaires alors qu'il intensifie le blocus économique de fer qu'il a maintenu contre la population cubaine pendant presque cinq décennies.

Le gouvernement impérialiste des États-Unis manque depuis longtemps de toute autorité morale à Cuba et la perd de façon croissante dans bien des parties du monde.

Cuba adoptera à tout moment, avec dignité, sérénité et courage, les mesures qui seront nécessaires pour affronter ce genre d'agressions.

Peu importe l'argent qu'ils dépensent, ils n'arriveront jamais à soumettre la volonté du peuple cubain.

[Granma](#). La Havane, le 14 décembre 2006.